

COMITÉ D'EXPERTS

Maison de l'histoire européenne

**Lignes directrices
pour une maison
de l'histoire européenne**

Manuscrit achevé en octobre 2008

Imprimé à Bruxelles, Belgique

Table des matières

Introduction	5
Fondements conceptuels et muséographiques	7
Grands thèmes de l'exposition permanente	11
Origine et développement de l'Europe jusqu'à la fin du XIXe siècle.....	11
L'Europe des guerres mondiales	15
L'Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale	18
Questions à l'avenir de l'Europe.....	25
Perspectives	27
Membres du comité d'experts	29



Membres du comité d'experts lors de la séance constitutive, avec Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen et Harald Romer, Secrétaire général du Parlement européen. De gauche à droite: Giorgio Cracco, António Reis, Mária Schmidt, Włodzimierz Borodziej, Hans Walter Hütter, Marie-Hélène Joly, Matti Klinge, Michel Dumoulin. Ronald de Leeuw n'apparaît pas sur la photo.

"Je souhaite que l'on crée un lieu de mémoire et d'avenir où l'idée européenne puisse prospérer. Je propose la création d'une "Maison de l'histoire européenne". Il devrait s'agir [...] d'un lieu entretenant la mémoire de l'histoire européenne et de l'unification européenne tout en permettant aux citoyens actuels et à venir de l'Union européenne de continuer à modeler l'identité européenne."

*Hans Gert Pöttering
Président du Parlement européen,
député européen
13 février 2007*

Introduction

1. "Je souhaite que l'on crée un lieu de mémoire et d'avenir où l'idée européenne puisse prospérer. Je propose la création d'une "Maison de l'histoire européenne". Il devrait s'agir [...] d'un lieu entretenant la mémoire de l'histoire européenne et de l'unification européenne tout en permettant aux citoyens actuels et à venir de l'Union européenne de continuer à modeler l'identité européenne." C'est en ces termes qu'Hans-Gert Pöttering, Président du Parlement européen, a annoncé la création d'une "Maison de l'histoire européenne", dans son discours-programme du 13 février 2007.
2. Après un débat approfondi, le Bureau du Parlement européen a salué unanimement cette initiative et nommé un comité d'experts chargé de concevoir le projet d'une Maison de l'histoire européenne. Ce comité était composé de neuf membres – historiens et spécialistes de muséographie – issus de différents pays européens. Au cours de plusieurs réunions à Bruxelles, ils ont élaboré le présent document de travail, adopté par consensus le 15 septembre 2008.
3. Les membres du comité d'experts soulignent ce qui suit: un des grands objectifs de la Maison de l'histoire européenne consiste à approfondir la connaissance de l'histoire des Européens de toutes les générations et, de la sorte, à contribuer à mieux faire comprendre l'évolution de l'Europe aujourd'hui et demain. Cet établissement doit devenir un lieu où l'idée européenne prend vie.
4. Les grandes lignes de l'histoire européenne doivent être présentées pour faire comprendre l'histoire récente et le temps présent. À partir des événements historiques et de leurs effets, la création et le développement des institutions européennes au cours de la seconde moitié du XXe siècle seront éclairés. L'exposition doit mettre en lumière aussi bien la diversité de l'histoire européenne que les racines communes.
5. L'idée et la volonté de s'associer librement dans des institutions supranationales au niveau européen caractérise l'histoire récente du continent. Le rejet et le dépassement presque complet des nationalismes, de la dictature et de la guerre, ainsi que la volonté, apparue dans les années 1950, de vivre en paix et librement dans toute l'Europe, l'union supranationale à caractère civil, doivent être des messages prioritaires de la Maison de l'histoire européenne. Les expositions doivent montrer qu'une Europe unie par des valeurs communes peut vivre pacifiquement et librement dans un monde de progrès. La Maison de l'histoire européenne doit susciter une participation accrue des citoyens au processus décisionnel de l'Europe unie.
6. Il incombe à l'Union européenne de contribuer à l'amélioration de la connaissance et de la diffusion de la culture et de l'histoire des peuples européens (article 151 du traité CE).

Fondements conceptuels et muséographiques

7. La Maison de l'histoire européenne doit être conçue comme un centre d'exposition, de documentation et d'information moderne. Elle doit abriter une exposition permanente sur l'histoire européenne, répartie sur une surface pouvant aller jusqu'à 4000 m², ainsi que des espaces destinés à la présentation d'expositions temporaires. De plus, le comité propose de mettre en place un centre d'information qui offrirait aux visiteurs des informations complémentaires sur l'histoire et l'actualité de l'Europe. Diverses manifestations et des publications pourraient compléter cette offre.
8. Pour le succès de l'établissement, plusieurs facteurs, qui doivent être coordonnés, sont de première importance:
9. L'indépendance scientifique et l'objectivité de la présentation sont à mettre en tête des priorités. Le comité d'experts souhaite avant tout que le travail de la Maison de l'histoire européenne repose sur des connaissances et des méthodes fondées scientifiquement. La véracité des faits et la justesse de la présentation sont une condition essentielle pour que l'établissement reçoive un accueil favorable de la part des spécialistes et des visiteurs. Les faits historiques et leur enchaînement doivent être présentés sous différents angles et de manière ouverte pour inciter les visiteurs au débat et leur permettre de se forger leur propre opinion. Pour garantir cette indépendance, on peut envisager de mettre en place un organe consultatif de haut niveau composé d'historiens et de muséographes, qui suivrait les travaux.
10. De plus, l'indépendance de l'instance dirigeante de la Maison de l'histoire européenne est la condition sine qua non du succès et de la crédibilité du projet.
11. L'établissement doit être conçu principalement comme une instance de vulgarisation. Il est un intermédiaire entre la communauté scientifique et le grand public. Il convient de tenir compte des dernières avancées de la muséographie pour la construction et la gestion de l'établissement. Il faut concevoir et utiliser une large offre pédagogique, qui soit adaptée à un public hétérogène. Même si l'exactitude scientifique est très importante et se trouve à la base de son travail, la Maison de l'histoire européenne ne doit pas servir à la recherche fondamentale au sens strict du terme.
12. Le comité recommande toutefois que la Maison de l'histoire européenne se dote, en complément de ses autres offres, d'un centre de rencontre pour les jeunes scientifiques qui travaillent sur des aspects de l'histoire européenne. Ce centre de rencontre ne contribuera pas seulement à animer l'institution, il créera aussi un lien entre de jeunes talents issus de toute l'Europe et cette Maison.
13. La Maison de l'histoire européenne s'adresse aux Européens de toutes les régions du continent, de tous âges et de tout niveau culturel. Le public ciblé étant très large, les futures expositions ne devront pas nécessiter des connaissances étendues de la part des visiteurs. La Maison est destinée avant tout aux amateurs curieux.
14. Une narration chronologique aidera le public ciblé à comprendre les événements historiques et leur enchaînement. Une organisation chronologique, laissant la place aux retours en arrière et aux synthèses nécessaires, permet de situer plus facilement les événements et les évolutions dans l'espace et dans le temps. Ainsi crée-t-on un cadre pour les divers objets, textes et documents audiovisuels à travers lesquels l'histoire sera présentée au musée.
15. La Maison de l'histoire européenne devrait donc être un établissement qui, dans chacun des domaines dans lesquels il travaille, cherche à répondre aux besoins des visiteurs.

Cela vaut en particulier pour la présentation des textes explicatifs et des documents audiovisuels en plusieurs langues. La didactique et la conception des expositions doivent également tenir compte des processus d'évolution démographique spécifiques à chacun des pays européens. Deux autres facteurs déterminants pour le travail de la Maison de l'histoire européenne sont l'adaptation au public et le contrôle régulier du respect de ce principe au moyen d'évaluations permanentes.

16. La Maison de l'histoire européenne doit en outre concevoir des expositions temporaires et itinérantes. Le principal avantage des expositions itinérantes est qu'elles offrent la possibilité de toucher un public dans toutes les régions de l'Europe et au-delà.
17. Des événements à caractère européen et liés aux thèmes abordés par l'établissement, ainsi que des publications propres devront contribuer à l'attractivité de la Maison de l'histoire européenne. Au XXI^e siècle, un musée moderne doit par ailleurs proposer une offre étoffée sur Internet.
18. Il est essentiel de constituer une collection propre au musée. Disposer d'un fonds propre est indispensable pour mettre sur pied des expositions permanentes, temporaires et itinérantes visuellement attractives. Une collection propre aidera aussi la Maison de l'histoire européenne à s'insérer dans le circuit de prêt international et lui assurera une position importante au sein de ce système. Lors de la constitution de la collection, il faut veiller à donner la priorité à la dimension européenne de l'histoire et éviter de ne proposer qu'une réplique des collections nationales.
19. Pour le succès de l'établissement, il est nécessaire que la Maison de l'histoire européenne ait une position centrale. Elle doit être un "passage obligé" dans le programme de visite des institutions européennes. Des liens étroits avec les offres proposées sur le site des organes européens sont tout aussi souhaitables que son intégration dans le réseau des musées européens.
20. Pour que la Maison de l'histoire européenne remplisse son rôle et soit un succès, il est indispensable que son financement soit assuré sur le long terme. Ce sont non seulement la construction et les premiers aménagements, mais aussi l'exploitation à plus longue échéance qui nécessiteront des moyens. Après l'ouverture, des dépenses seront encore nécessaires pour maintenir l'attractivité de l'établissement pour les visiteurs. L'évolution permanente des expositions et de l'infrastructure du musée sont des conditions essentielles pour que l'établissement continue de jouir d'une bonne image.
21. Dans la mesure où la Maison de l'histoire européenne doit servir à l'éducation politique de tous, le comité d'experts prône la gratuité de l'accès à la Maison de l'histoire européenne.
22. L'exposition permanente de la Maison de l'histoire européenne, qui sera le cœur du nouveau musée, doit présenter essentiellement l'histoire européenne de la Première Guerre mondiale jusqu'à l'époque contemporaine, sur une surface pouvant aller jusqu'à 4000 m². D'autres retours sur les racines du continent et sur le Moyen Âge et les temps modernes européens sont nécessaires dans une moindre mesure pour permettre aux visiteurs de mieux comprendre le présent et l'avenir. La référence au temps présent est très importante pour le succès du nouveau musée, puisqu'elle atteste son actualité, d'une part, et met en évidence son rapport direct à la vie quotidienne des visiteurs, d'autre part. De plus, le lien permanent avec la genèse et l'actualité de l'intégration européenne permet d'aborder aussi des transformations et des évolutions importantes que l'Europe a connues dans un passé proche dans les domaines politique, économique, culturel et social.

23. L'exposition permanente doit non pas être une somme des histoires nationales ou régionales, mais se concentrer sur les phénomènes européens. La période de paix que nous connaissons depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale doit occuper une place centrale. Il faut tenir compte, dans la conception de l'exposition, du fait que la diversité est la principale caractéristique du continent européen. Cette hétérogénéité, ainsi que la concomitance de stades d'évolution historique différents représentent un défi majeur pour l'équipe chargée de la construction et pour les concepteurs de l'exposition. D'un autre côté, ces aspects permettront aussi aux différents visiteurs de trouver un point de repère qui leur corresponde. Dans la mesure où l'on attend un public hétérogène, l'introduction d'éléments biographiques devra faciliter l'accès aux nombreux thèmes et processus européens. La vie d'Européens et d'Européennes célèbres, d'une part, et celle d'habitants anonymes du continent, d'autre part, offrent la possibilité de se confronter plus directement avec les conditions propres à chaque époque. L'exposition doit donner une place importante aux aspects de la vie quotidienne.
24. L'attractivité de l'exposition permanente dépendra essentiellement des objets présentés, dont la puissance d'évocation doit permettre un accès émotionnel aux problématiques historiques, en plus de l'accès cognitif. Cependant, si les objets ne sont pas replacés dans leur contexte, tout accès à leur signification est impossible. Pour opérer cette contextualisation, le recours aux médias audiovisuels semble s'imposer. Les expositions historiques ne peuvent faire l'économie des films et des documents audio, d'une part comme sources, d'autre part pour des raisons didactiques. Des médias audiovisuels modernes dynamisent l'exposition et facilitent la réception, en particulier pour la jeune génération. Il paraît évident qu'il faut adopter une démarche narrative pour permettre aussi bien la confrontation cognitive que la confrontation affective avec les thèmes de l'exposition permanente.
25. Enfin, signalons que des réorganisations périodiques de l'exposition permanente peuvent assurer à moyen et à long terme la renommée et l'attractivité de la Maison de l'histoire européenne.
26. Eu égard aux défis majeurs que les constructeurs vont devoir relever, une ouverture à l'été 2014 apparaît comme un objectif ambitieux. Il devrait pouvoir être atteint si toutes les parties concernées collaborent efficacement.

Grands thèmes de l'exposition permanente

Origine et développement de l'Europe jusqu'à la fin du XIXe siècle

27. Les formes de culture supérieure déjà "européennes" se sont développées autour du commerce de la Méditerranée orientale et de la mer Noire, régions assez peu fertiles pour l'agriculture mais bien adaptées pour le développement de la navigation et l'apparition de petits États, par opposition aux grands États agricoles situés autour du Nil, de l'Euphrate et du Tigre.
28. Le phénomène de la colonisation prouve l'importance d'un des moteurs principaux de l'histoire européenne – les migrations causées par la surpopulation. Les migrations ont poussé les hommes à explorer des contrées nouvelles et ont conduit au développement d'une culture militaire puissante pour l'occupation et le maintien des colonies. Les cités ou cités-États de la mer Égée ont par exemple étendu leur influence grâce à leurs colonies réparties dans tout l'espace méditerranéen et autour de la mer Noire.
29. Le phénomène de migrations et de colonies se retrouve souvent dans l'histoire européenne, sous la forme soit d'expéditions guerrières, soit de colonisations massives. Les migrations intra-européennes ne sont pas moins importantes que la colonisation des continents extérieurs à l'Europe.
30. Les richesses de l'Inde et de la Chine et les routes qui y mènent ont toujours suscité l'intérêt des Européens, depuis l'empire militaire grec d'Alexandre le Grand avant l'ère chrétienne, en passant par l'empire romain quelques siècles plus tard, jusqu'aux expéditions des « croisés » après l'an mil, et à la construction des empires coloniaux français, anglais, portugais et hollandais depuis le XVIe siècle jusqu'aux années 1970. Les empires espagnol et portugais se sont quant à eux développés, dans un premier temps, en grande partie aux Amériques, et l'empire russe en Sibérie et en Asie centrale.
31. Le monde gréco-romain développe dès le Ve siècle avant J-C une forme de culture supérieure, à la base des conceptions philosophique, littéraire, législative et étatique de la culture européenne actuelle, plusieurs fois reprise par des "renaissances". Cette époque dura mille ans. Ses langues principales, le grec et le latin, sont la base grammaticale, lexicale et sémantique de presque toutes les autres langues européennes.
32. Au XVIe siècle, la "renaissance" de l'Antiquité et le nouveau moyen d'information qu'est le livre mènent à une relatinisation remarquable du français et d'autres langues romanes, tandis qu'une grande quantité de nouveaux mots permet de transférer la culture latine dans des langues germaniques, finnoises et slaves. Le latin « purifié » a conservé un rôle essentiel dans le monde universitaire et scolaire dans toute l'Europe et dans l'Église catholique jusqu'au XXe siècle. Il a eu une grande influence, surtout sémantique et terminologique, sur toutes les langues vernaculaires dans leur forme écrite. Plus tard, le rôle universel du latin fut repris surtout au XVIIIe siècle pour le français, avec une forte influence lexicale pour l'allemand, le russe, le suédois et d'autres langues. Depuis la fin du XXe siècle, le grec et le latin ont de nouveau fortifié leur position car les termes forgés pour désigner les innovations dans le domaine des technologies ou de la biologie ont presque tous une racine grecque ou latine.
33. Le système scolaire et universitaire devient essentiel pour l'unité culturelle européenne, qui apparaît au Moyen Âge, aux XIIe et XIIIe siècles: les élites dirigeantes de toute l'Europe sont formées selon le même modèle, pensent et écrivent en latin et apprennent à argumenter et critiquer. Les dogmes de la religion chrétienne firent aussi l'objet de controverses, souvent très virulentes. À partir du XVIIe siècle, avec l'apparition

d'académies, la pensée et l'écrit se libérèrent du contrôle ecclésiastique, mais différentes formes de censure morale et politique furent maintenues dans plusieurs pays.

34. Les influences asiatiques se font sentir surtout dans le domaine religieux. La religion chrétienne apparaît au IVe siècle après JC; elle mêle tradition juive (sémitique) et organisation ecclésiastique. Cette organisation se divise déjà avant l'an mil en une branche grecque, de Constantinople et de l'Empire romain grec, puis surtout de la Russie, et en une branche latine, papale, dirigée par Rome, parlant et surtout écrivant le latin. Les invasions asiatiques successives se font surtout sentir dans la partie orientale et atteignent leur apogée pendant les XIVe et XVe siècles, avec la subordination de la Russie et la prise de Constantinople par les Turcs en 1453. La longue domination turque dans les Balkans et autour de la mer Noire a beaucoup influencé l'histoire européenne, essentiellement les puissances autrichienne et russe, mais aussi, plus tard, les puissances française et britannique, en quête permanente d'influence sur le Moyen-Orient et sur la route des Indes. Les guerres ethno-religieuses de la péninsule balkanique n'ont toujours pas pris fin aujourd'hui.
35. L'empire romain d'Occident a commencé à décliner progressivement à partir du IVe siècle. Cependant, l'idée unitaire a partiellement survécu au sein de l'Église romaine et a fait naître un nouvel empire de dimension européenne, celui de Charlemagne, autour de l'an 800, et ce en tant que principe d'unité politique, formellement jusqu'en 1806.
36. Au Moyen Âge, les organisations ecclésiastique et étatique se développèrent longtemps parallèlement, avec l'apparition de structures militaires, sociales et éducatives, financées par différentes formes de taxation. Les monastères commencèrent à jouer un rôle important dans la société et la culture. À côté de cette structuration de l'Europe en évêchés, domaines féodaux, principautés et comtés, surgissaient les villes indépendantes, entourées de murs, et qui se regroupaient sous la forme de ligues, comme c'était le cas surtout en Italie, aux Pays-Bas et en Allemagne: on peut citer la Hanse, qui était la plus importante.
37. La chrétienté occidentale s'étendit successivement vers le Nord et vers l'Est. C'est ainsi que l'alphabet latin devint la marque du rattachement religieux, culturel et politique à l'Occident de la Pologne, de la Hongrie, de la Croatie, des pays baltes, ainsi que de la Suède/Finlande, tandis que la Russie, la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et, autrefois, la Roumanie conservaient l'alphabet grec, principalement dans sa forme slave, cyrillique, liée à la confession chrétienne orthodoxe grecque.
38. Plus de mille cathédrales (églises épiscopales) médiévales, dont la plupart sont conservées un peu partout en Europe occidentale, prouvent l'importance et le pouvoir social et économique du système ecclésiastique, ainsi que le très haut niveau de développement des techniques de construction, des arts plastiques et de la musique aux alentours de 1000-1500 après JC. Vint ensuite une période marquée par la construction de châteaux résidentiels, tels Versailles en France ou Peterhof en Russie, et de centres urbains, avec leurs forteresses et leurs murs.
39. La division des populations en états, clergé, noblesse, bourgeoisie des villes et paysannerie, fut longtemps perçue comme un ordre naturel et divin. Dans toutes les régions d'Europe, des cultures similaires se créèrent, sur la base des modes de vie ou de l'appartenance à une certaine catégorie sociale, noblesse, bourgeoisie, paysannerie et plus tard, classe ouvrière, fonctionnariat, etc. Ces cultures trouvaient leur expression dans les habitudes vestimentaires et alimentaires, ainsi que dans l'intérêt et le goût pour la musique et d'autres arts.

40. La chrétienté occidentale se divisa au XVI^e siècle entre l’Église catholique et des confessions dites protestantes, comme celles d’inspiration calviniste, qui formèrent des groupes ou des Églises indépendantes en France, aux Pays-Bas, en Suisse, en Écosse, tandis que celles d’inspiration luthérienne devinrent des Églises d’État dans plusieurs pays: en Allemagne, au Danemark/Norvège, en Islande et en Suède/Finlande, et dans l’Estonie et la Lettonie actuelles. Autour de la mer Baltique, il n’y avait plus d’unité religieuse: les côtes allemande, danoise, suédoise, finlandaise, estonienne et lettonne devinrent luthériennes, la côte russe devint principalement orthodoxe, celles de la Pologne et de la Lituanie devinrent catholiques. La réforme luthérienne tirait sa force de la concomitance de son apparition avec la formation d’États centralisés, qui confisquaient la plupart de la fortune ecclésiastique pour la construction étatique, phénomène qu’on observe dans l’Allemagne catholique, en France et en Italie à l’époque révolutionnaire et napoléonienne autour de 1800.
41. Les différentes doctrines "protestantes" avaient en commun l’intérêt pour la tradition juive représentée par l’Ancien Testament. La Bible fut traduite dans presque toutes les langues européennes par des protestants aux XVI^e et XVII^e siècles, ces traductions servant le plus souvent de base pour la langue courante. Ainsi la grammaire et la stylistique gréco-latine ont-elles profondément influencé les nouvelles langues écrites et normalisées. Ces dernières étaient étroitement liées avec la "renaissance" de la littérature et de la philosophie ainsi qu’avec les idées politiques de l’antiquité gréco-romaine, qui pouvaient désormais se répandre rapidement parmi toutes les élites européennes grâce à l’invention de l’imprimerie et à la naissance d’un marché du livre.
42. Dans les différents pays d’Europe, ce ne sont pas les mêmes classes sociales qui dominèrent culturellement: les cultures espagnole, française et polonaise restant largement marquées par les idéaux de la noblesse, tandis que les Pays-Bas, l’Angleterre, l’Écosse et le Danemark le furent davantage par le mode de vie de la bourgeoisie urbaine. La Prusse et la Russie furent des États largement modelés par une organisation militaire, efficace et moderne.
43. Depuis le rapide développement des connaissances, à partir du XVII^e siècle, et de la philosophie politique et civile du XVIII^e siècle, communément appelé le "siècle des Lumières", se sont formées de nouvelles conceptions de l’homme et du citoyen, fondées sur les valeurs de la raison critique et de la liberté d’opinion et de conscience, qui ont abouti à l’abolition des priviléges du clergé, de la noblesse, des maîtres de métiers, des droits de bourg etc. Cela se manifestait par des déclarations comme celle des "droits de l’homme et du citoyen", par contraste avec la doctrine religieuse de la soumission de l’homme à Dieu. Ce processus commença de manière violente par une série de révoltes, d’abord celle de 1789 en France, puis, soit par révoltes, soit par évolutions, dans toute l’Europe, pendant plus d’un siècle. Suivirent, souvent lentement, les nouvelles lois instituant l’égalité en matière de droit d’héritage (au lieu de la prééminence du fils ainé), le droit aux offices sans considération de la naissance, le droit de voter et de se présenter aux élections communales et du parlement. Les premières élections au suffrage universel ont eu lieu dans la France révolutionnaire. Les premières élections parlementaires au suffrage universel comprenant le droit de vote et l’éligibilité des femmes ont eu lieu en 1907 dans le Grand-duché de Finlande.
44. La rivalité des États, des nations, des confessions religieuses marquait déjà le Moyen Âge mais devint beaucoup plus dévastatrice à partir des grandes guerres du XVI^e siècle. Ce furent la grande Guerre de Trente Ans en Allemagne au XVII^e siècle, les guerres entre la France, les Pays- Bas et l’Angleterre; les guerres de la Suède et de la Pologne contre la Russie et entre elles; les guerres d’Autriche et de Hongrie contre la Turquie;

les guerres d'Espagne en Italie; la continue rivalité dano-suédoise, russo-turque, franco-britannique et autre, qui marquèrent l'histoire européenne pendant des siècles. Depuis le XVIII^e siècle, la lutte comprenait aussi la question des dominations des colonies des Indes orientales, des Amériques et des autres parties du monde.

45. Dès 1648, lors de la paix de Westphalie, s'établirent les formes de négociation entre les États qui marquèrent le début de la diplomatie moderne. Les négociations de Vienne en 1814-1815, après les guerres et l'hégémonie française (napoléonienne), marquent l'étape suivante dans la construction du système politique de l'Europe et garantissent, en dépit de quelques révoltes manquées et de quelques guerres courtes, une longue période de paix et de développement économique, social et culturel. Cette période est marquée par l'importance de l'éducation primaire, la disparition à grande échelle de l'analphabétisme, l'établissement des institutions culturelles et de musées publics, le rôle central de la musique, la généralisation des voies ferrées, de l'utilisation de la vapeur dans l'industrie et les transports, y compris en outre-mer et en Asie sibérienne, et finalement l'essor de l'industrie électrochimique.
46. Pendant la révolution industrielle, Paris, Londres, Berlin, Saint-Pétersbourg, Vienne et toutes les autres capitales attiraient d'énormes masses d'immigrants et se sont pourvues de grandes chaussées, de tramways, de systèmes de chauffage et de parcs; les murs ceinturant les villes furent rasés. Il y avait beaucoup de misère sociale, tant dans les villes qu'à la campagne; plus tard, des efforts ont été entrepris de différentes parts pour établir un système de sécurité sociale. Depuis la seconde moitié du XIX^e siècle, des vagues de pression de la part des ouvriers, qui s'organisent en associations syndicales, se font sentir, mais il existe aussi parmi les patrons une volonté d'efficacité et de modernisation de la production grâce à une meilleure formation des ouvriers, qui sont aussi en meilleure santé, la production intensive remplaçant la production extensive.
47. L'évolution économique de l'Europe était partiellement due aux avantages tirés des colonies d'Afrique et d'Asie, et il y avait une rivalité nette, surtout entre la France et la Grande-Bretagne et entre cette dernière et la Russie, ainsi que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. La guerre de 1914-1918 fut essentiellement une guerre européenne très dévastatrice, la plus grande depuis l'époque de Napoléon, avec d'énormes pertes humaines.
48. Le principe des nations l'emportait depuis le XIX^e siècle. Le XIX^e siècle s'est développé d'un côté sous le signe de l'internationalisme, du cosmopolitisme, mais aussi, de l'autre côté, sous celui de l'idée nationale. L'époque avait vu l'essor de plusieurs langues et littératures nouvelles jusque-là considérées comme des patois. Le XIX^e siècle fut une période d'émancipation libérale ainsi que d'émancipation nationale, les deux tirant avantage de la presse moderne, de la formation de partis politiques et de la participation civique dans des associations.
49. La Grande-Bretagne constitue l'exemple et la référence de l'Europe moderne. Bien avant les autres grandes puissances, elle était devenue une société industrialisée moderne. Son système parlementaire issu d'une longue tradition a fait la preuve à de multiples reprises de sa pérennité institutionnelle. Les grands conflits ont été résolus de manière pacifique et l'extension des droits civiques et des droits de l'homme a été négociée. La city de Londres est devenue le centre financier de la planète et la marine britannique avait une réputation d'invincibilité cependant que l'administration coloniale faisait figure de modèle et que le mode de vie de la "gentry" était une référence. La reine Victoria (1837-1901) fut le symbole de cet essor de la Grande-Bretagne au XIX^e siècle.

50. Pendant presque tout le XIXe siècle, on débattit de l'idée d'une paix générale et durable. Des organisations comme la Croix-Rouge et des intellectuels, comme le grand écrivain français Victor Hugo, furent pionniers en la matière. Des organisations dédiées au renforcement et à la diffusion de l'idée de paix se développèrent. En 1899, à l'initiative du jeune empereur Nicolas II de Russie et grâce à une donation financière du millionnaire américain Andrew Carnegie, une Cour internationale fut établie à La Haye, formalisée en 1907. En 1920 apparut la Société des Nations, précurseur de l'actuelle Organisation des Nations Unies, mais à caractère beaucoup plus européen que cette dernière.

L'Europe des guerres mondiales

51. L'année 1917 marque un tournant pour l'Europe. Avec le putsch des bolchéviques en Russie, une dictature et une autre forme d'organisation de la société apparaissent à l'Est. Dans beaucoup de pays, l'utopie de l'égalité sociale fait de nombreux adeptes. Le conflit Est-Ouest commence. Il s'agit fondamentalement d'un combat entre la dictature communiste et la démocratie libérale. En Russie même, dans les années qui suivent la prise du pouvoir, les troupes communistes répriment les velléités d'indépendance des peuples non russes. Depuis les années 1920, les promesses de progrès et de justice sont liées aux intérêts de la Russie soviétique, devenue une grande puissance que tous les autres États considèrent comme une menace. Le communisme ne parvient à s'imposer de manière pacifique et démocratique dans aucun pays d'Europe. Le temps des idéologies totalitaires ne prend fin qu'avec la chute de l'URSS en 1991.
52. L'armistice du 11 novembre 1918 marque la fin de la guerre la plus meurtrière jamais connue jusqu'alors dans l'histoire de l'humanité. On déplore plus de 10 millions de morts. Les immenses efforts de guerre ont considérablement pesé sur toutes les nations impliquées. Conséquence directe de la guerre, trois dynasties s'effondrent: les Habsbourg, les Hohenzollern et les Romanov. La carte de l'Europe est modifiée en profondeur. Il devient très vite clair que la Première Guerre mondiale a conduit à un affaiblissement des grandes puissances européennes dont elles sont elles-mêmes responsables. Dans les colonies en particulier, les revendications d'indépendance des populations indigènes se renforcent.
53. Le traité de paix de Versailles du 28 juin 1919 et les autres traités signés autour de Paris sont fortement inspirés par Woodrow Wilson, le président des États-Unis d'Amérique. Le droit des peuples à l'autodétermination devient le principe directeur du nouvel ordre européen. Sur les ruines des trois empires déchus naissent des États-nations, qui sont en général aussi des démocraties parlementaires. La paix mise en place par le traité de Versailles inclut le statut de la Société des Nations. Au sein de celle-ci sont réunies les "nations civilisées" – comme on les appelait à l'époque. Sa mission première est d'empêcher de nouvelles guerres. Ni l'Empire allemand, ni la Russie bolchévique ne sont membres fondateurs de la Société des Nations. Ils y entrent cependant par la suite, tandis que les États-Unis s'en tiennent éloignés jusqu'à sa disparition officielle, en 1946. La Société des Nations, dont le principe était de créer un système de sécurité collective, ne répond pas aux attentes qu'elle avait suscitées.
54. La diversité ethnique des États nouvellement fondés en Europe centrale et orientale demeure un problème car le rêve d'un État-nation homogène sur le plan ethnique reste fort chez les élites dirigeantes et sous bien des aspects aussi chez les populations majoritaires. Le traité sur la protection des minorités du 28 juin 1919 est une réaction directe à la composition multiethnique de la Pologne. Les minorités nationales

bénéficiant d'une protection spéciale, garantie par tous les États signataires. Le traité de Lausanne, du 24 juillet 1923, élaboré sous l'égide de la Société des Nations, est en contradiction directe avec ce principe. Il a pour but d'éviter des conflits futurs en créant une population homogène sur le plan ethnique. Pour régler les problèmes de minorités entre la Grèce et la Turquie, des rapatriements et des déplacements de populations massifs sont entrepris. Au moins 1,5 million de personnes doivent quitter leur foyer.

55. La victoire du fascisme sur la démocratie en Italie marque fortement l'entre-deux-guerres. Le totalitarisme revendiqué par Benito Mussolini est un modèle qui attire les courants d'extrême droite dans d'autres pays. Alors que la situation politique et économique se stabilise en Europe de l'Ouest et en Europe centrale au milieu des années 1920, nombre des démocraties parlementaires échouent à l'Est. Le régime autoritaire devient la forme de gouvernement la plus courante entre la mer Baltique, la mer Noire et la Méditerranée. Les perdants de la Première Guerre mondiale - les "laissés-pour-compte" - mènent une politique révisionniste, dirigée contre les dispositions du traité de Versailles. De leur côté, les vainqueurs essayent de stabiliser l'ordre européen.
56. Conséquence directe de la Première Guerre mondiale, des initiatives sont lancées pour permettre une transformation radicale du système international. Le pacte Briand-Kellog de 1928 est une tentative, au niveau étatique, de mise hors-la-loi de la guerre. En l'espace d'une année, 54 États adhèrent au pacte. Par-delà les fossés qu'a creusés la guerre entre les différents camps, des forces issues de la société civile essayent d'appeler à un sentiment de responsabilité et de solidarité commun à toute l'Europe, par exemple à travers le mouvement paneuropéen. Ce phénomène qui touche les élites n'a cependant pas d'effet à plus grande échelle.
57. La crise économique mondiale, qui débute aux États-Unis à l'automne 1929, a de graves répercussions sur la situation économique, politique et sociale en Europe. Le capitalisme semble avoir définitivement échoué, le marché comme facteur d'ordre paraît discrédiété. Le chômage de masse, la régression sociale et la faim font de nouveau partie du quotidien des Européens. Dans cette situation apparemment sans issue, les projets alternatifs radicaux – de droite et de gauche – gagnent en influence. Dans de larges cercles des sociétés européennes, on juge que la démocratie n'a pas d'avenir et qu'elle n'est pas capable de résoudre les problèmes.
58. Le triomphe des nationaux-socialistes dans l'Empire allemand sous la houlette d'Adolf Hitler scelle le destin du continent. Leur accession au pouvoir le 30 janvier 1933 marque un tournant important dans l'histoire de l'Europe. L'ascension du NSDAP, petit parti insignifiant devenu la formation la plus importante du Reichstag, s'explique par de nombreux caractères propres à l'histoire allemande, les principaux facteurs étant le traumatisme de la défaite de la Première Guerre mondiale, les retombées massives de la crise économique mondiale et l'échec des partis démocratiques. Immédiatement après son entrée en fonction comme chancelier, Hitler commence à supprimer la démocratie. Le chemin qui mène à la dictature du "Führerstaat", dans lequel seule la volonté d'Adolf Hitler compte, est parcouru à marche forcée. La consolidation intérieure du "Troisième Reich" est déjà achevée à l'été 1934. Très tôt, la haine des nationaux-socialistes envers les juifs se manifeste, qui trouve sa concrétisation juridique dans les lois raciales de Nuremberg, adoptées en 1935.
59. Un putsch militaire lancé en juillet 1936 depuis la partie du Maroc placée sous protectorat espagnol, est le premier acte d'une guerre civile de trois ans en Espagne, où la brutalité atteint des sommets de part et d'autre. La péninsule ibérique devient le champ d'exercice des dictatures totalitaires, tandis que les grandes puissances démocratiques – la France et la Grande-Bretagne – se déclarent neutres. La victoire de

Francisco Franco au printemps 1939, qui n'aurait pas été possible sans l'aide allemande et italienne, scelle le destin de l'Espagne, qui restera une dictature de droite – jusqu'à la mort de Franco, dans la seconde moitié des années 1970.

60. À l'abri des grands événements de la politique mondiale, Hitler parvient à réarmer le Reich. Il ne cesse de provoquer des crises internationales; les puissances occidentales – à commencer par la Grande-Bretagne – misent sur une politique d'apaisement afin d'intégrer l'Allemagne national-socialiste dans un ordre européen pacifique. Le point culminant de la politique d'apaisement est atteint lors de la conférence de Munich fin septembre 1938, lorsque Britanniques et Français, qui veulent éviter la guerre, sacrifient une démocratie alliée à la soif d'expansion d'Hitler. Le démembrement de la Tchécoslovaquie en fonction des zones de peuplement ethnique est un triomphe de la politique d'Hitler visant à instrumentaliser la question des minorités. Ce dernier ressent cependant les accords de Munich comme une défaite cuisante, puisqu'il n'a pas atteint son objectif premier – provoquer une guerre majeure.
61. Adolf Hitler ne parvient à déclencher la Deuxième Guerre mondiale qu'après avoir trouvé un arrangement avec Josef Staline, le dictateur soviétique, qui est aussi son ennemi mortel sur le plan idéologique, en signant le pacte de non-agression germano-soviétique du 23 août 1939. Les deux dictatures totalitaires s'accordent également, dans un protocole secret, sur le partage de leurs sphères d'influence en Europe centrale et orientale. Le quatrième partage de la Pologne, ainsi que l'expansion de l'URSS vers l'ouest sont des dispositions importantes de ce protocole annexe.
62. Le 1er septembre 1939, l'agression de la Pologne par la Wehrmacht marque le début de la Seconde Guerre mondiale. Deux jours plus tard, la Grande-Bretagne et la France déclarent la guerre au Reich allemand. Les forces armées de la Pologne sont écrasées en l'espace de quatre semaines. En marge des combats sont perpétrés des crimes massifs à l'encontre de la population civile polonaise. La campagne allemande a déjà l'aspect d'une guerre d'extermination. Le 17 septembre 1939, comme convenu, l'Armée Rouge attaque la Pologne par l'est. Début octobre 1939, la résistance polonaise est définitivement vaincue; le pays est occupé par deux dictatures totalitaires.
63. Alors qu'à l'ouest, on mène jusqu'au printemps 1940 une "guerre de position" ("drôle de guerre"), l'Union soviétique agresse ses voisins. Pendant la "guerre d'hiver" en 1939/1940, les Finlandais s'imposent habilement et aux prix de lourdes pertes; malgré cela, ils doivent céder de vastes territoires à l'URSS. À l'été 1940, les trois États baltes sont occupés par l'Armée Rouge, transformés en républiques soviétiques et intégrés à l'URSS.
64. Après la victoire de la Wehrmacht sur la France en mai et juin 1940, le pouvoir d'Adolf Hitler est au zénith. Seule la Grande-Bretagne, guidée par son premier ministre Winston Churchill, poursuit le combat contre la dictature national-socialiste.
65. Dès l'été 1940, l'Allemagne commence à planifier une guerre raciale et d'extermination contre l'Union soviétique; elle débute le 22 juin 1941. Cette guerre idéologique est menée de part et d'autre avec une grande brutalité et sans aucun ménagement. La politique d'occupation allemande en Russie est marquée par le mépris de l'être humain. Derrière le front allemand, dès le début de la campagne, des massacres sont perpétrés à l'encontre de la population civile; les juifs sont la principale cible des exécutions systématiques.
66. Peu de temps après l'agression allemande contre l'Union soviétique, la Grande-Bretagne passe un accord d'aide et d'assistance avec l'URSS; ce n'est qu'après l'attaque japonaise

contre Pearl Harbour, le 7 décembre 1941 et la déclaration de guerre de l'Allemagne, le 11 décembre 1941, que les États-Unis s'engagent dans le conflit.

67. L'occupation d'une grande partie de l'Europe par l'Allemagne est une expérience traumatisante pour beaucoup de personnes. Dans toutes les zones occupées, des groupes de résistance s'élèvent contre la domination allemande. Parallèlement, le phénomène de la collaboration se rencontre aussi dans tous les États occupés.
68. Le génocide des juifs d'Europe est un objectif central de la politique national-socialiste. En plusieurs étapes, les juifs sont privés de leurs droits, persécutés et finalement assassinés. Les camps de concentration et d'extermination sont l'aboutissement de cet effroyable processus. Au total, les nationaux-socialistes assassinent près de six millions de juifs.

L'Europe depuis la Deuxième Guerre mondiale

69. Au plus tard après le tournant pris par la guerre sur le front extérieur lors de la bataille de Stalingrad à l'hiver 1942/1943, les plans pour l'après-guerre, une fois acquise la victoire des Alliés, commencent à être élaborés dans les États belligérants et au sein des gouvernements en exil. Londres devient dans ces années un laboratoire international d'idées pour la construction d'une Europe future. Toutes les parties prenantes ont clairement en tête les expériences faites après la Première Guerre mondiale. L'occupation totale de l'ennemi vaincu et l'élimination du supposé militarisme germano-prussien sont deux objectifs prioritaires de la politique alliée. Mais il s'avère rapidement que les buts des principaux alliés sont difficilement compatibles: alors que l'Union soviétique ne veut pas renoncer aux territoires qu'elle a acquis dans les années 1939 à 1941, les alliés occidentaux insistent sur le droit à l'autodétermination nationale des peuples concernés. Le sort de la Pologne, en particulier, provoque de vives controverses, dans lesquelles Staline parvient à s'imposer sur de nombreux points. Les frontières de la Pologne – ainsi en décident les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique lors de la grande conférence de Yalta, début février 1945 – sont déplacées vers l'ouest. Elle gagne des territoires autrefois allemands, tandis que l'Union soviétique annexe l'est du pays.
70. Dans le même temps, les "Trois Grands" s'accordent à Yalta sur la création des Nations unies: les membres permanents du Conseil de sécurité reçoivent un droit de veto absolu. On s'assure ainsi que l'organisation mondiale ne pourra pas agir contre les grandes puissances dirigeantes par des décisions prises à la majorité. Jusqu'à la fin du conflit Est-Ouest, l'ONU est le théâtre de la confrontation idéologique entre les deux blocs.
71. La Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 est une référence importante pour la lutte contre la répression et le racisme. Les droits de l'homme constituent le fondement sur lequel doit être construite la nouvelle Europe.
72. L'Armée Rouge assume la majeure partie de la lutte contre l'Allemagne national-socialiste. Dès les derniers mois du conflit, il apparaît que Staline utilise ses troupes pour installer des dirigeants communistes dociles dans les États d'Europe centrale et orientale. Son but est de mettre en place une ceinture de pays satellites à l'ouest. De ce point de vue, la victoire sur l'Allemagne national-socialiste, scellée formellement le 8/9 mai 1945 par la capitulation sans conditions de la Wehrmacht, a un double visage: alors qu'à l'Ouest, là où entrent les troupes des alliés occidentaux, on peut sans aucun doute parler d'un jour de libération, la situation est radicalement différente en Europe centrale

et orientale: là aussi, la victoire sur l'Allemagne est considérée comme une délivrance, mais à cette euphorie se mêle déjà la peur de voir naître une nouvelle dictature.

73. La fin des combats, qui ont causé en Europe seule plus de 50 millions de morts, coïncide avec le début de migrations de masse sur le continent européen. Avec 12 à 14 millions de personnes réfugiées et expulsées – essentiellement en provenance des régions de l'Est – l'Allemagne est le premier pays concerné. Lors de la conférence de Potsdam en juillet et août 1945, les principaux vainqueurs s'accordent non seulement sur les déplacements de population, mais aussi sur l'avenir de l'Allemagne, qui est divisée en quatre zones d'occupation. Toutefois, il est déjà patent pendant la conférence que, souvent, les divergences de vue des puissances occidentales et de l'URSS ne peuvent être dissimulées que sous des formules de compromis.
74. Dans les sociétés de l'Ouest, un virage à gauche se fait sentir immédiatement après la fin de la guerre. Le signe le plus net de ce changement est la non-réélection de Winston Churchill, le premier ministre qui avait mené à la victoire, au mois de juillet 1945; il est remplacé avant même la fin de la conférence de Potsdam par son successeur du parti travailliste, Clement Attlee. Malgré cette transformation du paysage politique, les puissances coloniales européennes ne doutent pas qu'il faille rétablir leur domination, que la guerre a souvent balayée, sur les régions d'Afrique et d'Asie qui dépendaient d'elles. Très vite, des conflits armés éclatent en Indonésie hollandaise ou en Indochine française, qui se prolongeront en partie pendant les deux décennies suivantes.
75. Berlin, l'ancienne capitale du Reich, et Vienne, la capitale autrichienne, sont divisées en quatre zones. Ces métropoles symbolisent le début de la division du continent. Berlin reste un point chaud de la confrontation entre les super puissances. Pourtant, la guerre froide éclate non pas au centre de l'Europe mais à la périphérie. Sous la présidence d'Harry S. Truman, la politique extérieure américaine passe résolument de la retenue affichée au début à une stratégie de confrontation avec l'Union soviétique. L'endiguement de la zone d'influence de l'Union soviétique, qui repose, en dernière analyse, sur la dissuasion nucléaire, est une constante de la politique extérieure américaine jusqu'à la fin du conflit Est-Ouest.
76. Tandis que l'Union soviétique installe dans sa zone d'influence des gouvernements taillés sur le modèle stalinien, les puissances occidentales misent sur la démocratisation de l'Allemagne de l'Ouest. La frontière entre les zones d'influence traverse l'Allemagne et coupe le continent en deux parties. La formule de Churchill, qui parle d'un "rideau de fer" (5 mars 1946) décrit bien la nouvelle situation. À peine six mois plus tard, dans un autre discours visionnaire (19 septembre 1946), Churchill plaide pour la création des États-Unis d'Europe. Dans un premier temps toutefois, ces visions n'ont pas de retombées concrètes.
77. Malgré tout, de nombreuses institutions sont fondées dans ces années, qui oeuvrent pour l'idée européenne. Ces initiatives sont d'abord menées par des hommes politiques d'origine bourgeoise issus du courant chrétien-démocrate, comme Konrad Adenauer, Alcide de Gasperi, Jean Monnet, Robert Schuman et Paul-Henri Spaak.
78. Pour l'avenir immédiat, le "Programme de reconstruction européenne" américain, qui ouvre aux États européens la perspective d'un redressement économique à partir du milieu de l'année 1947, s'avère plus important. Parallèlement, les États bénéficiaires, et il s'agit d'une condition sine qua non posée par Washington, sont obligés de coopérer. En peu de temps, des organisations supranationales sont créées les unes après les autres pour coordonner les mesures de reconstruction. Cette période est marquée à l'Ouest par la démocratie et l'économie de marché.

79. À l'est de l'Europe, la situation est complètement différente: sous la direction de l'URSS, les États situés entre la mer Baltique et la mer Noire subissent une stalinisation forcée. La résistance est matée avec brutalité; la population est terrorisée par la police secrète et les décisions arbitraires. La déportation dans les camps soviétiques (camps du Goulag) est une expérience commune aux opposants d'Europe centrale et orientale, qui ne sont pas d'accord avec la direction prise. Parallèlement, la reconstruction progresse dans les pays du bloc de l'Est; on efface peu à peu les plus graves destructions causées par la guerre.
80. La menace soviétique extérieure soude les nations de l'Ouest. Cinq démocraties occidentales s'associent par le traité de Bruxelles du 17 mars 1948 pour se protéger mutuellement en cas d'agression venue de l'Est. À la demande de la Grande-Bretagne, les États-Unis et le Canada sont également invités à entrer dans l'alliance défensive. Le 4 avril 1949, le traité de l'OTAN est signé à Washington. Nombre d'États européens restent neutres. L'OTAN est aujourd'hui encore le principal pilier de la sécurité européenne.
81. Trois mois plus tôt déjà, les États de l'Union occidentale ont fondé le Conseil de l'Europe (28 janvier 1949), qui doit promouvoir la collaboration des États membres dans le domaine du progrès économique et social. Le Conseil de l'Europe accueille dès le mois d'août 1950 la République Fédérale d'Allemagne, qui vient d'être fondée en mai 1949, comme membre associé. Le 18 avril 1951 est créée la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Elle est le noyau de l'unification européenne et atténue les traditionnelles rivalités entre la France et l'Allemagne dans le domaine de l'industrie lourde. Après le début de la guerre de Corée, en juin 1950, l'Europe de l'Ouest connaît une formidable croissance économique, qui se poursuit jusqu'en 1973, avec diverses retombées. Cette expansion n'amène pas seulement une stabilisation des sociétés occidentales, elle apporte aussi à beaucoup d'Européens un certain confort dans la vie quotidienne. La consommation de masse devient la marque distinctive des sociétés industrielles occidentales.
82. Cette période de croissance permet aussi la mise en place des services sociaux de l'État. L'État-providence devient au cours des années une part de l'identité européenne. Il s'agit d'un acquis spécifiquement européen, qui trouve son origine en Scandinavie. L'explosion du taux de natalité après la fin de la Seconde Guerre mondiale pose de nouveaux défis à l'infrastructure étatique. Le nécessaire développement du système de santé et des structures d'enseignement transforme les sociétés d'Europe occidentale. La culture de la jeunesse devient un phénomène de société; l'américanisation des sociétés de l'Europe occidentale passe en premier lieu par la culture de la jeunesse.
83. La diversité bigarrée de l'Europe occidentale contraste nettement avec les évolutions qui ont lieu derrière le "rideau de fer". Jusqu'à la mort de Staline, le 5 mars 1953, la dictature continue de maintenir l'uniformité par la force. Pendant les luttes pour la succession du dictateur, l'emprise des organes de l'État se desserre. La répression dans le sang du soulèvement populaire du 17 juin 1953 en RDA montre que le pouvoir communiste dans le bloc de l'Est repose en dernière instance sur les baïonnettes de l'Armée Rouge. La déstalinisation menée par Nikita S. Khrouchtchev, le nouvel homme fort du Kremlin, depuis février 1956, ébranle toute la zone d'influence soviétique. Alors que la crise en Pologne trouve une issue politique, le soulèvement populaire de novembre 1956 en Hongrie est laminé par l'Armée Rouge; des milliers de Hongrois meurent, des centaines de milliers prennent le chemin de l'exil.
84. Les économies planifiées d'Europe centrale et orientale affichent dans les années 1950 des taux de croissance tout à fait respectables. L'approvisionnement des populations

s'améliore lentement. Toutefois, les économies nationales reculent de plus en plus au fil des années face à la concurrence de l'Europe de l'Ouest. Dans un seul domaine, la technologie du bloc de l'Est – essentiellement en URSS même cependant – est concurrentielle et en partie dominante: celui de l'armement. Le choc créé par le lancement du Spoutnik le 4 octobre 1957 ébranle la confiance occidentale et donne à l'attitude triomphante des dirigeants soviétiques une apparence de fondement objectif.

85. Après l'échec cuisant subi par la Grande-Bretagne et la France lors de la crise de Suez à l'automne 1956, la décolonisation s'accélère encore. Dans les colonies, les mouvements de libération misent sur la violence armée pour briser la domination de "l'homme blanc". Après l'obtention de leur indépendance, beaucoup d'États nouvellement fondés se tournent vers l'Union soviétique et préfèrent suivre la voie communiste vers la modernisation. Le poids des puissances européennes dans la politique mondiale s'amenuise de plus en plus.
86. Une des réactions à cette perte d'influence est l'association dans la Communauté économique européenne, solennellement conclue le 25 mars 1957 à Rome. La CEE est l'organisation qui a précédé, sur le plan administratif et juridique, l'actuelle Union européenne. L'idée qui sous-tend la CEE est la suivante: les États membres doivent être liés si étroitement qu'ils deviennent matériellement incapables de se faire la guerre. Et de fait, la politique entre les membres se modifie: bien que des sensibilités nationales subsistent, la guerre n'est plus une option envisageable.
87. Un des moments clefs dans l'histoire de la guerre froide en Europe est la construction du mur de Berlin le 13 août 1961. Le mur devient le symbole de la division du continent.
88. Après la stabilisation en Europe, le point chaud de la guerre froide se déplace vers le Tiers-monde. La réconciliation franco-allemande - menée par Charles de Gaulle et Konrad Adenauer - est une condition préalable importante pour l'approfondissement de l'intégration européenne. Les trois dictatures occidentales, l'Espagne, le Portugal et la Grèce, restent dans un premier temps exclues de l'intégration institutionnelle.
89. En janvier 1963, le chef de l'État français empêche l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. La politique de de Gaulle provoque sans cesse de nouvelles crises au sein de la CEE dans les années 1960. Cependant, l'organisation parvient à surmonter ces crises. Le 1er juillet 1967, les trois communautés européennes sont fusionnées pour devenir la Communauté européenne (CE). Un an plus tard, l'union douanière de la CE entre en vigueur; elle abolit les tarifs douaniers intérieurs pour les produits manufacturés et industriels. La force d'attraction de la CE augmente et renforce l'intérêt britannique pour l'adhésion, qui est formellement conclue le 1er janvier 1973. Le Danemark, l'Irlande et la Norvège signent l'instrument d'adhésion en même temps que le Royaume-Uni. Mais lors d'un référendum organisé en septembre 1972, les Norvégiens se prononcent contre l'adhésion.
90. L'année 1968 marque un tournant dans l'histoire de l'après-guerre en Europe – à l'Ouest comme à l'Est. Dans les sociétés de l'Ouest, des gens, essentiellement des jeunes, se rebellent contre le système établi. L'agitation, qui frôle la révolte en France, se nourrit de plusieurs sources: il s'agit entre autres d'un conflit de générations et de l'expression que prend la lutte contre la guerre menée par les États-Unis au Vietnam. Dans ce contexte, on assiste à une renaissance de la pensée néo-marxiste.
91. La répression dans le sang du printemps de Prague par des troupes du pacte de Varsovie en août 1968 donne le ton des évolutions futures à l'intérieur du bloc de l'Est. Chez les intellectuels en particulier, la désillusion s'installe; le communisme d'inspiration

soviétique semble impossible à réformer et figé dans une idéologie immuable. L'annonce de la doctrine Brejnev confirme la volonté de domination illimitée de l'URSS.

92. À la fin des années 1960 commence une ère marquée par des personnalités de premier rang issues de la social-démocratie. Willy Brandt en RFA, Bruno Kreisky en Autriche et Olof Palme en Suède sont partisans d'une libéralisation en politique intérieure et d'une politique de détente vis-à-vis de l'Union soviétique. Le chancelier Brandt, en particulier, pose des jalons au niveau international avec sa "nouvelle politique à l'Est". La photo prise en décembre 1970, qui le montre à genoux devant le monument commémorant le soulèvement du ghetto de Varsovie, devient une icône de la période. Ces efforts en vue de la détente, qui culminent avec la signature de l'acte final de la CSCE à Helsinki le 1er août 1975, transforment le continent. Beaucoup de contemporains ne considèrent plus l'Union soviétique comme une menace; pour beaucoup d'hommes d'État à l'Ouest, les dissidents qui se battent pour la liberté et les droits de l'homme en Europe de l'Est sont plutôt des obstacles à la politique de détente.
93. Sur le plan social, un nouveau style de vie s'impose dans les années 1970, qui va de pair avec une prospérité grandissante et une motorisation généralisée. Le changement des valeurs, qui avait déjà commencé dans la décennie précédente, s'étend maintenant à des pans de plus en plus vastes des sociétés de l'Europe de l'Ouest. L'individualisme et la réalisation de soi deviennent des maîtres mots. Une plus grande liberté sexuelle devient la marque de cette époque. Cheveux longs et mini-jupes envahissent les rues des métropoles européennes. Ces nouvelles modes et ce nouveau style de vie trouvent aussi un écho de l'autre côté du "rideau de fer."
94. À la même époque, la longue phase de boom économique prend fin, avec ce qu'on a appelé le choc pétrolier de 1973. Les années 1970 sont marquées en Europe de l'Ouest par une grave crise économique (stagflation), qui entraîne l'effondrement des industries traditionnelles. L'extraction minière et l'industrie lourde sont les grandes perdantes des transformations structurelles. Des régions entières – par exemple le nord de l'Angleterre, la Ruhr ou la Lorraine – deviennent des zones socialement sinistrées, où le chômage est très élevé. D'autres régions bénéficient de la reconversion dans le secteur tertiaire et la microélectronique. La société de services moderne se développe avec beaucoup de dynamisme.
95. Par ailleurs, une série de facteurs – parmi lesquels les rapports du Club de Rome – entraînent une évolution des mentalités vis-à-vis de la croissance économique et des conséquences écologiques de l'exploitation de la nature. Dans beaucoup de pays européens, des initiatives sont lancées par des citoyens qui s'engagent pour un environnement propre et un monde meilleur. Dans certains pays, de grandes révoltes sociales ont lieu. Des partis "verts" sont créés, le plus souvent à partir d'initiatives de citoyens et de groupements de gauche.
96. Les modifications structurelles des économies nationales occidentales, tout comme l'intérêt nouveau pour l'écologie sont complètement ignorés par les États de la zone d'influence soviétique. Dans les années 1970, le fossé technologique entre les États situés derrière le "rideau de fer" et ceux de l'Ouest se creuse définitivement. Dans le domaine des technologies informatiques, les progrès s'accumulent de plus en plus vite à l'Ouest.
97. Cependant, ces évolutions ne sont pas encore clairement prévisibles au milieu des années 1970. Au contraire: en Italie et en RFA, des terroristes d'extrême gauche font trembler les bases de l'État. La lutte contre le terrorisme avec des méthodes qui restent

celles de l'état de droit est une tâche très difficile, qui pèse lourdement sur les systèmes politiques.

98. Au sud de l'Europe, des processus de transformation qui vont dans le sens de la démocratie se font jour au milieu des années 1970. En Grèce, le régime des colonels s'effondre en 1974; la même année, la dictature portugaise prend fin. Tout comme en Espagne un an plus tard, les dictatures sont remplacées par des démocraties parlementaires. La "révolution des œillets" au Portugal en 1974 met aussi fin aux guerres en Afrique; le Portugal est le dernier pays européen à donner leur indépendance à ses colonies, l'Angola et le Mozambique. Après la mort du dictateur Franco le 20 novembre 1975, la transition pacifique de la dictature à la démocratie en Espagne est observée avec beaucoup d'attention; ce phénomène influence les événements qui auront lieu dans le bloc de l'Est à la fin des années 1980.
99. Ces processus de démocratisation ouvrent la voie à une future adhésion de ces deux États de l'Europe du sud à la CE, qui se réalise le 1er janvier 1986. Le 1er janvier 1981 déjà, la Grèce est entrée dans la CE.
100. En 1979, le Parlement européen est élu pour la première fois et tient sa séance constitutive en juillet 1979. Les pouvoirs, d'abord très limités, du Parlement sont peu à peu étendus.
101. Sur le plan de la politique internationale, les relations Est-Ouest se refroidissent considérablement. Les polémiques à propos du réarmement de l'OTAN, décidé le 12 décembre 1979 en réaction au stationnement de missiles soviétiques SS-20, de même que l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS à la Noël 1979 engendrent de nouvelles tensions. Dans ce contexte, des difficultés d'approvisionnement provoquent une vague de grèves en Pologne. Pour la première fois dans le bloc de l'Est, le syndicat indépendant "Solidarnosc", sous la direction de Lech Walesa, conteste ouvertement la volonté hégémonique du parti communiste. La courageuse initiative lancée à Danzig est soutenue sur le plan spirituel par le pape polonais Jean-Paul II, en fonction depuis 1978. La situation s'aggrave en Pologne. La nouvelle direction de l'État et du parti ne voit pas d'autre solution que d'imposer la loi martiale le 13 décembre 1981.
102. Le renforcement délibéré de l'affrontement idéologique par le président américain Ronald Reagan rencontre une grande méfiance et une résistance vigoureuse en l'URSS. La confiance que les États-Unis ont en eux-mêmes constitue aussi un test décisif pour l'OTAN. Le stationnement d'armes à moyenne portée par l'OTAN en 1983 entraîne une mobilisation sans précédent de la société civile.
103. Il apparaît à la même époque que l'URSS, à la fin de l'ère Brejnev, s'installe dans une période d'inertie, dont elle ne parvient pas à sortir non plus sous ses deux successeurs. Ce n'est qu'avec la prise de fonction de Mikhaïl Gorbatchev en mars 1985 que de nouvelles possibilités s'offrent. Glasnost et perestroïka (transparence et réforme) deviennent les nouveaux objectifs de la politique soviétique. Les transformations sociales trouvent un écho essentiellement dans les zones non russes de l'Union soviétique. Dans les pays du bloc de l'Est aussi, les relations entre les partis communistes et les populations se modifient. Dans l'ensemble, on peut parler d'un processus d'érosion de la volonté d'hégémonie communiste. Mais on ne parvient pas à mettre fin à l'effondrement de l'économie de la zone soviétique. Les économies planifiées s'avèrent de moins en moins aptes à faire face aux défis complexes de la vie économique moderne. L'avarie dans le réacteur nucléaire de Tchernobyl, le 26 avril 1986, fait de nombreuses victimes et est un signe clair du retard de la technologie soviétique.

104. À l'Ouest, les années 1980 voient des évolutions en tout point opposées à celles du bloc de l'Est. Malgré quelques difficultés d'adaptation, le secteur des services et la microélectronique deviennent les garants d'une nouvelle phase d'expansion. La marche triomphale de l'ordinateur individuel (PC) commence. Au milieu des années 1980, les États membres s'accordent sur la poursuite de la construction de leurs institutions communes. Les fondements de la future Union européenne sont posés dans ces années.
105. L'année 1989 fait date dans l'histoire européenne. La chute du mur de Berlin, le 9 novembre 1989 est un événement d'envergure mondiale et un signal pour l'avenir. La domination de l'URSS et des partis communistes prend fin sans violence dans les pays concernés – à l'exception de la Roumanie. Ce processus - la révolution pacifique ou "révolution" - transforme durablement le continent. Les manifestations pacifiques des mouvements populaires contraignent les dirigeants communistes à se démettre. Contrairement à ce qui s'était passé dans les années 1950 et 1960, l'URSS n'intervient pas. Le passage à des conditions démocratiques est obtenu par négociation dans la plupart des États du bloc de l'Est. Les nouveaux États reprennent le cours de leurs histoires nationales.
106. Les choses en vont autrement en RDA, qui constitue une exception. Promue en premier lieu par le Chancelier H. Kohl, avec l'aval du Président G. Bush, la réunification avec la RFA est effective le 3 octobre 1990. La puissance d'attraction de l'idée nationale a également des effets en Union soviétique, qui commence à se déliter. D'anciens États-nations comme l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie renaissent et reprennent le fil de leur longue histoire. Le 25 décembre 1991, le drapeau rouge est hissé pour la dernière fois au-dessus du Kremlin. La Russie, dont le territoire est considérablement réduit, succède à l'Union soviétique. Entre 1990 et 1993, huit États d'Europe centrale et orientale entrent au Conseil de l'Europe.
107. La renaissance de l'État-nation désoriente certaines parties de la société civile d'Europe de l'Ouest. La perspective de la création d'une Union européenne, officialisée par le traité de Maastricht en février 1992, devient un objet de débat. Il s'avère vite clair que la création d'un État fédéral européen est politiquement impossible, compte tenu des nouvelles conditions. Simultanément, le traité de Maastricht et plus encore le traité d'Amsterdam, qui introduisent et étendent respectivement la codécision pour le Parlement dans le processus législatif européen, marquent un pas vers la parlementarisation de l'Union européenne.
108. Au même moment, de nouveaux conflits se déclarent après la fin de la guerre froide, qui sont fondamentalement liés à des questions de minorités nationales. Il s'agit d'un problème qui ne concerne pas seulement l'Europe centrale et orientale, comme le prouvent les conflits durables en Irlande du Nord, au pays basque espagnol ou en Corse, par exemple. La Tchécoslovaquie se divise pacifiquement en deux États le 1er janvier 1993; les deux États qui lui succèdent établissent une union douanière. L'éclatement de la Yougoslavie, en revanche, entraîne non seulement une guerre sur le continent européen, mais aussi des souffrances humaines par centaines de milliers. Dans ces guerres, l'Europe en tant qu'institution joue un rôle peu glorieux. Ses blocages administratifs internes et son impuissance militaire contribuent à prolonger les affrontements armés. Ce n'est que lorsque les États-Unis d'Amérique prennent l'initiative qu'on parvient à mettre fin à la première phase des combats (accords de Dayton, le 14 décembre 1995). Aujourd'hui encore, des troupes européennes sont stationnées en ex-Yougoslavie pour empêcher une reprise des hostilités.

109. L'élargissement de l'UE s'accélère. Le 1er janvier 1995, elle accueille la Finlande, l'Autriche et la Suède. En décembre 1997, les préparatifs pour l'élargissement à l'Est progressent et on en définit la forme juridique. Parallèlement, des transformations importantes sont entreprises: le second accord de Schengen du 26 mars 1995 permet la fin des contrôles de personnes aux frontières intérieures de l'UE. L'introduction de l'euro comme moyen de paiement dans certains États de l'UE au premier janvier 2002 renforce l'interconnexion entre les économies nationales. On constate toutefois que dans beaucoup de pays de la zone euro – surtout en République fédérale d'Allemagne – l'attachement aux monnaies nationales est encore profondément enraciné.
110. Les attentats du 11 septembre 2001 aux USA marquent le début d'un nouveau chapitre en politique internationale. La menace terroriste exercée par l'islamisme militant atteint aussi l'Europe. Les attentats de Madrid (11 mars 2004) et de Londres (7 juillet 2005) montrent que l'Europe aussi est dans la ligne de mire des organisations terroristes islamistes. La guerre en Irak, menée par le président américain George W. Bush, divise le continent. Alors que la France et la République fédérale d'Allemagne, par exemple, refusent une participation active, le Royaume-Uni et l'Espagne ainsi que des États d'Europe centrale et orientale envoient des contingents de soldats.
111. Le 1er mai 2004 a lieu la plus grande vague d'élargissement dans l'histoire de l'UE. En accueillant dix nouveaux membres – l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovénie, la Slovaquie, la République tchèque, la Hongrie et Chypre – l'UE passe à 25 membres. La division du continent appartient définitivement au passé. Les pays entrants font partie des bénéficiaires nets et tirent de nombreux profits de l'UE.
112. Le 1er janvier 2007, la Bulgarie et la Roumanie rejoignent à leur tour l'UE. Dans les "anciens" pays de l'UE, des oppositions diverses à ce grand élargissement à l'est se manifestent. Les détracteurs de l'élargissement craignent une renationalisation de la politique européenne et un recul du degré d'intégration. Il faut noter toutefois que la perspective de l'intégration contribue, dans les différents États, à la stabilisation des processus de transformation difficiles et exigeant souvent des mesures de rigueur.

Questions à l'avenir de l'Europe

113. L'avenir de l'Union européenne est ouvert. Son objectif final n'est pas clairement défini et il n'y a pas d'accord sur les frontières de l'UE. La dernière partie de l'exposition devrait se contenter de formuler des questions afin que les visiteurs comprennent bien que la situation est ouverte. De cette manière, il est de plus possible de réagir à court terme aux nouvelles évolutions.
114. Questions possibles aux visiteurs:
- Un nouvel approfondissement de l'UE est-il possible? Comment doit-on réagir après le "non" opposé à la Constitution de l'UE lors de référendums? Le traité de Lisbonne est-il un compromis viable?
 - Quand l'élargissement de l'UE sera-t-il achevé? La Turquie peut-elle devenir un membre à part entière de l'UE?
 - Comment surmonter le déficit de démocratie de l'UE?
 - Pourquoi l'UE ne parvient-elle pas à susciter un véritable enthousiasme dans la population des États membres?

- Comment l'UE peut-elle surmonter sa faiblesse sur le plan militaire, voire dans le domaine de la politique extérieure en général?
- Comment l'UE peut-elle réagir aux changements démographiques qui affectent tous les États membres? Un recours plus important à l'immigration est-il un moyen qui a fait ses preuves?
- Peut-on harmoniser les différentes traditions pour redéfinir le modèle social européen?
- À quoi ressemble l'avenir de l'UE: va-t-elle devenir une fédération, une confédération ou un État fédéral?

Perspectives

115. Le comité d'experts confie ces lignes directrices pour une maison de l'histoire européenne au Président du Parlement européen.
116. Après les discussions au sein des instances responsables et la prise des premières décisions politiques nécessaires, il faudra faire appel à une équipe de constructeurs qualifiée à laquelle il incombera de concrétiser les principes institutionnels et de fond à arrêter. Le comité d'experts recommande de mettre sur pied les instances de contrôle et les organes scientifiques associés à la Maison de l'histoire européenne en prenant les décisions politiques essentielles.

Membres du comité d'experts

Włodzimierz Borodziej (PL), Professeur d'histoire moderne, Université de Varsovie

Giorgio Cracco (IT), Professeur d'histoire de l'Église, Université de Turin

Michel Dumoulin (BE), Professeur d'histoire, Université catholique de Louvain, à Louvain-la-Neuve

Hans Walter Hütter (DE), Professeur, Président de la Maison de l'histoire de la République fédérale d'Allemagne à Bonn

Marie-Hélène Joly (FR), Conservateur général, Adjointe au Directeur de la Mémoire du Patrimoine et des Archives, Ministère de la Défense

Matti Klinge (FI), Professeur émérite d'histoire nordique, Université d'Helsinki

Ronald de Leeuw (NL), Professeur, ancien directeur du Rijksmuseum d'Amsterdam

António Reis (PT), Professeur d'histoire, Université nouvelle de Lisbonne

Mária Schmidt (HU), Directrice du Musée de la terreur à Budapest

